



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Stratégie biodiversité et transition agroécologique du territoire - Convention opérationnelle de gestion agroécologique et environnementale de l'espace agronaturel du Domaine de Viviers avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN L-R) - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 23 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les termes de la convention de coopération pour la préservation de la biodiversité avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN L-R), signée le 29 octobre 2019.

Cette coopération inscrit l'action du CEN L-R et de Montpellier Méditerranée Métropole dans un partenariat fort, entre eux, ainsi qu'avec les autres acteurs de la préservation et de la gestion des espaces agro-naturels ; elle structure leur collaboration pour élaborer la stratégie de préservation de la biodiversité sur le territoire, dans le cadre d'une vision territoriale à long terme.

Cette convention prévoit également des conventions opérationnelles d'application pour réaliser des plans de gestion d'espaces et les mettre en œuvre dans le cadre d'une coopération public-public.

Parmi les thématiques particulières identifiées, Montpellier Méditerranée Métropole et le CEN L-R prévoient notamment de mener à bien des actions conjointes de développement de l'agroécologie et d'intégration des enjeux environnementaux dans les dynamiques agricoles du territoire. En effet, compte tenu des spécificités méditerranéennes du territoire métropolitain, les pratiques agroécologiques contribuent pleinement à la préservation de la biodiversité. L'objectif est d'élaborer des projets communs de promotion de l'agroécologie et de mise en œuvre d'actions concrètes pour faire évoluer les pratiques agricoles et pour l'encadrement de l'élevage.

Le Domaine de Viviers

En 2010, Montpellier Méditerranée Métropole a acquis le domaine agricole et forestier de Viviers, représentant environ 200 hectares d'un seul tenant, dont l'essentiel se situe sur la commune de Clapiers, mais s'étendant également sur les communes de Jacou, Assas et Teyran. Ce domaine agricole et forestier comporte un ancien mas viticole situé sur la commune de Jacou, et se compose pour moitié de bois et pour un tiers de vignes et d'oliviers.

Cette acquisition a été réalisée dans l'objectif de la mise en œuvre d'un projet d'intérêt général permettant de garantir les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé en 2006, en matière de préservation de l'armature des espaces agricoles et naturels.

Depuis, la partie agricole du domaine a été remise en culture via la SAFER, avec un ensemble de baux de longue durée (18 ans) et de conventions de mise à disposition annuelles et renouvelables. Au nord du domaine, 10 ha ont été alloués à la coopérative agricole Terracoopa, qui y développe un espace test agricole pour permettre à des porteurs de projets d'expérimenter leur installation en agriculture biologique.

La révision du SCoT est venue confirmer le positionnement de ce domaine dans l'armature des espaces agricoles et naturels métropolitains et son rôle dans la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire, pilier stratégique de la Métropole depuis 2015, à travers notamment :

- une démarche expérimentale d'appel à projets « *consolidation du tissu des fermes nourricières en agroécologie* » portant sur 14 ha de foncier public, dont 9 ha sur le Domaine de Viviers ;
- son intégration dans le projet d'Association Foncière Agricole autorisée Nord, porté par la Métropole et les communes de Clapiers, Jacou, Prades-le-lez et Montferrier-sur -Lez dont l'intérêt a été acté par délibération du Conseil du 30 septembre 2019 ;
- son identification comme « *grand domaine support potentiel de ferme ressource* » dans le SCoT révisé ; il s'agit de constituer et mettre en réseau un archipel de lieux multifonctionnels, à partir de grands domaines d'exploitation agricole jouant un rôle d'échange de savoirs et de pratiques professionnelles, de rencontre entre exploitants et usagers, d'animations culturelles et pédagogiques.

Objet de la convention de gestion

La Métropole et le CEN L-R souhaitent poursuivre leur collaboration et la réciprocité de leurs actions dans le cadre opérationnel de gestion de l'espace agronaturel du Domaine de Viviers, avec pour objectifs :

- la co-élaboration d'un plan de gestion agroécologique et environnementale associant les partenaires et acteurs du territoire,
- la co-réalisation de la stratégie de suivi et de mise en œuvre de ce plan de gestion.

Il s'agira notamment à partir d'un état des lieux partagé des occupations actuelles, pratiques et usages avec l'ensemble des acteurs concernés, d'identifier :

- les besoins, notamment en termes de surfaces, entretien, aménagements, équipements, bâti le cas échéant ;
- les orientations stratégiques multifonctionnelles :
 - o développement de la production agricole (culture, pâturage...) ;
 - o évolution des pratiques agricoles vers l'agroécologie ;
 - o restauration environnementale voire gain écologique sur le domaine ;
 - o expérimentation en lien avec les partenaires de la Métropole en matière de biodiversité / environnement / agroécologie et alimentation durable, notamment le monde de la recherche ;
 - o développement et accueil de nouveaux usages de loisirs (récréatifs, pédagogiques, etc.) ;
- les actions et moyens nécessaires à mobiliser ;
- les modalités de mise en œuvre partagée et de suivi.

Cette convention est effective à compter de sa date de signature par les parties, pour une durée de trois ans.

Les frais engagés seront pris en charge à hauteur de 90% par la Métropole et 10% par le CEN L-R. La Métropole contribuera au remboursement des frais engagés par le CEN L-R dans la limite de 35 000 € HT, sur justificatifs de dépenses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention opérationnelle de gestion de l'espace agronaturel du Domaine de Viviers entre le CEN-LR et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108112-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention de gestion Viviers

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.